



L'exception de conscience devant ses juges européens

Louis-Léon Christians

Professeur ordinaire à l'Université catholique de Louvain

Chaire Droit & Religions

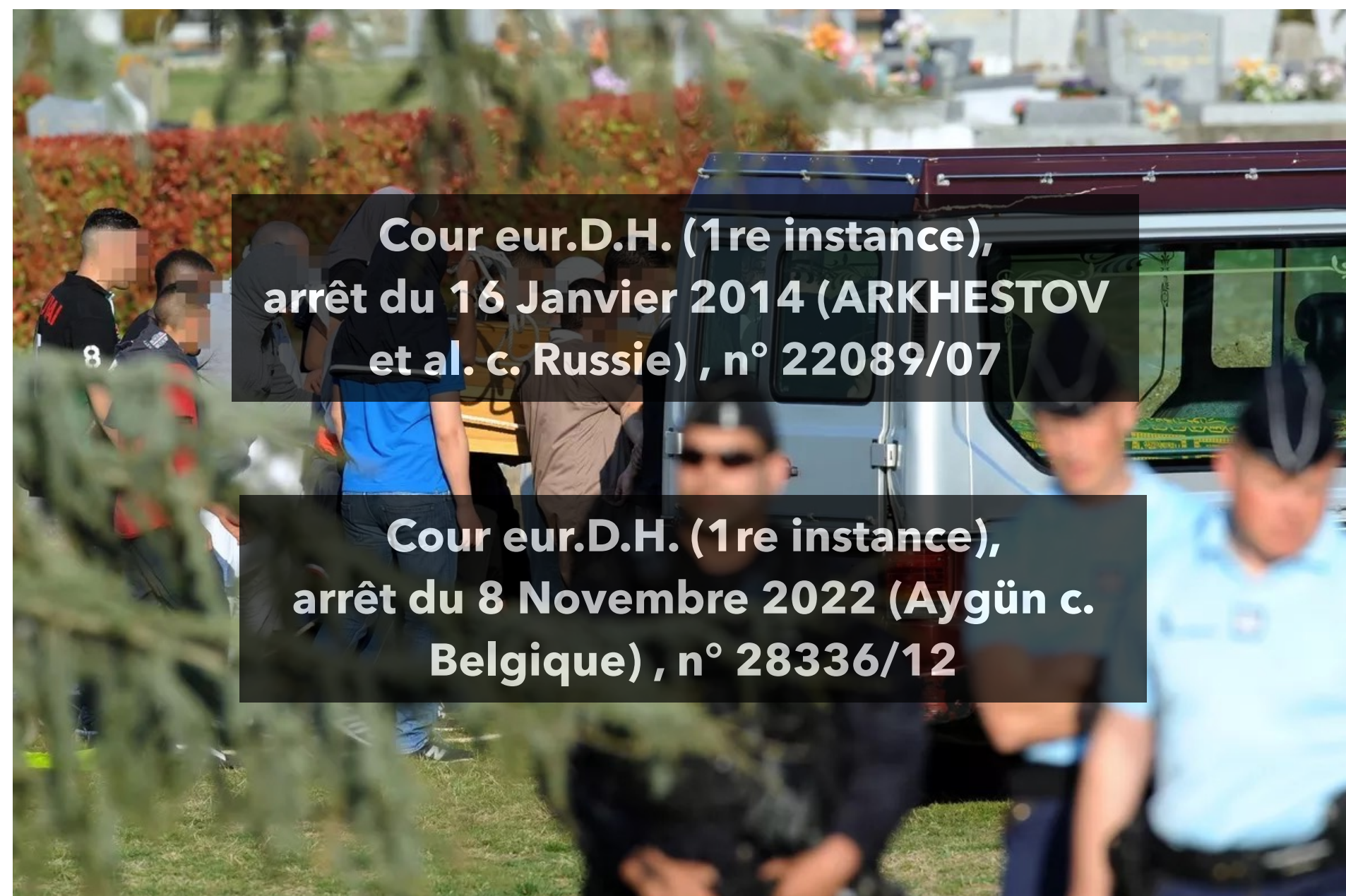
www.uclouvain.be/chaire-droit-religions

Institut RSCS - Religions, Spiritualités, Cultures, Sociétés

Collège Belgique (ARB)

avril 2024





L'exception de conscience devant ses juges européens



Louis-Léon Christians

Professeur ordinaire à l'Université catholique de Louvain

Chaire Droit & Religions

www.uclouvain.be/chaire-droit-religions

Institut RSCS - Religions, Spiritualités, Cultures, Sociétés

Collège Belgique (ARB)

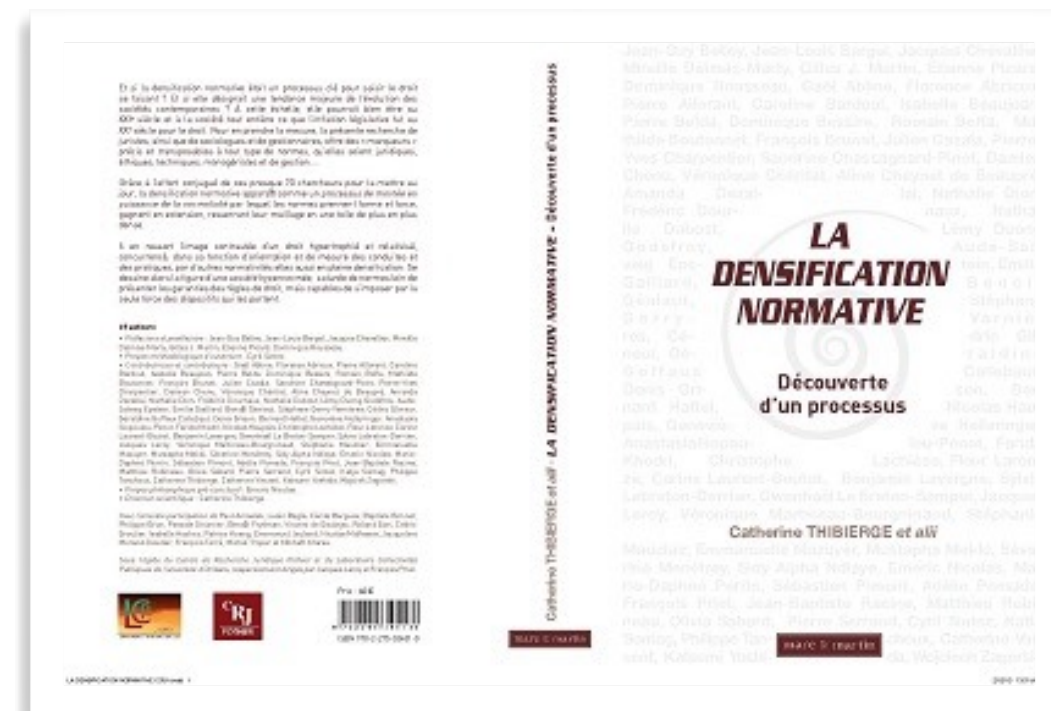
avril 2024



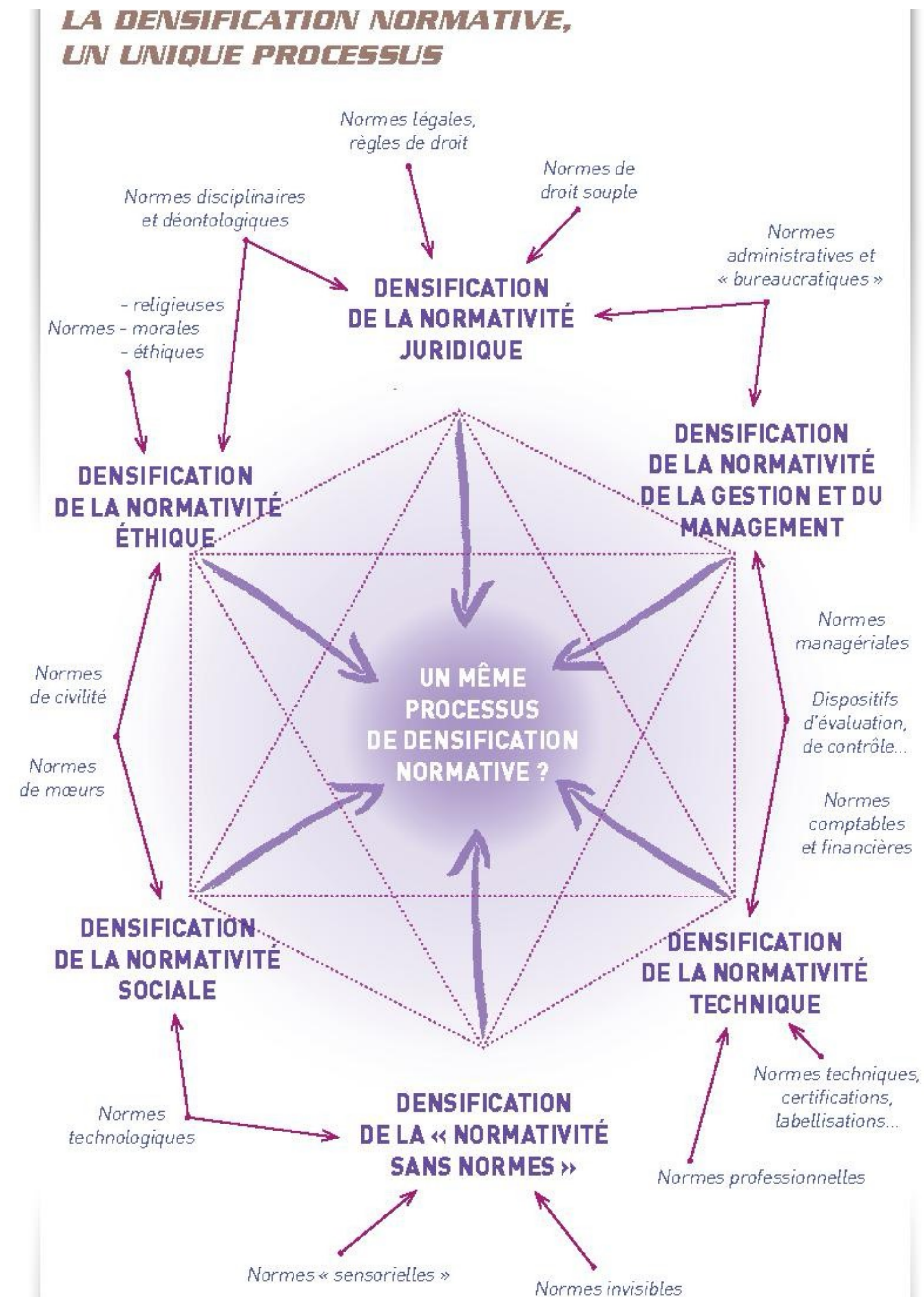


Contextes

Densification normative et Conscience

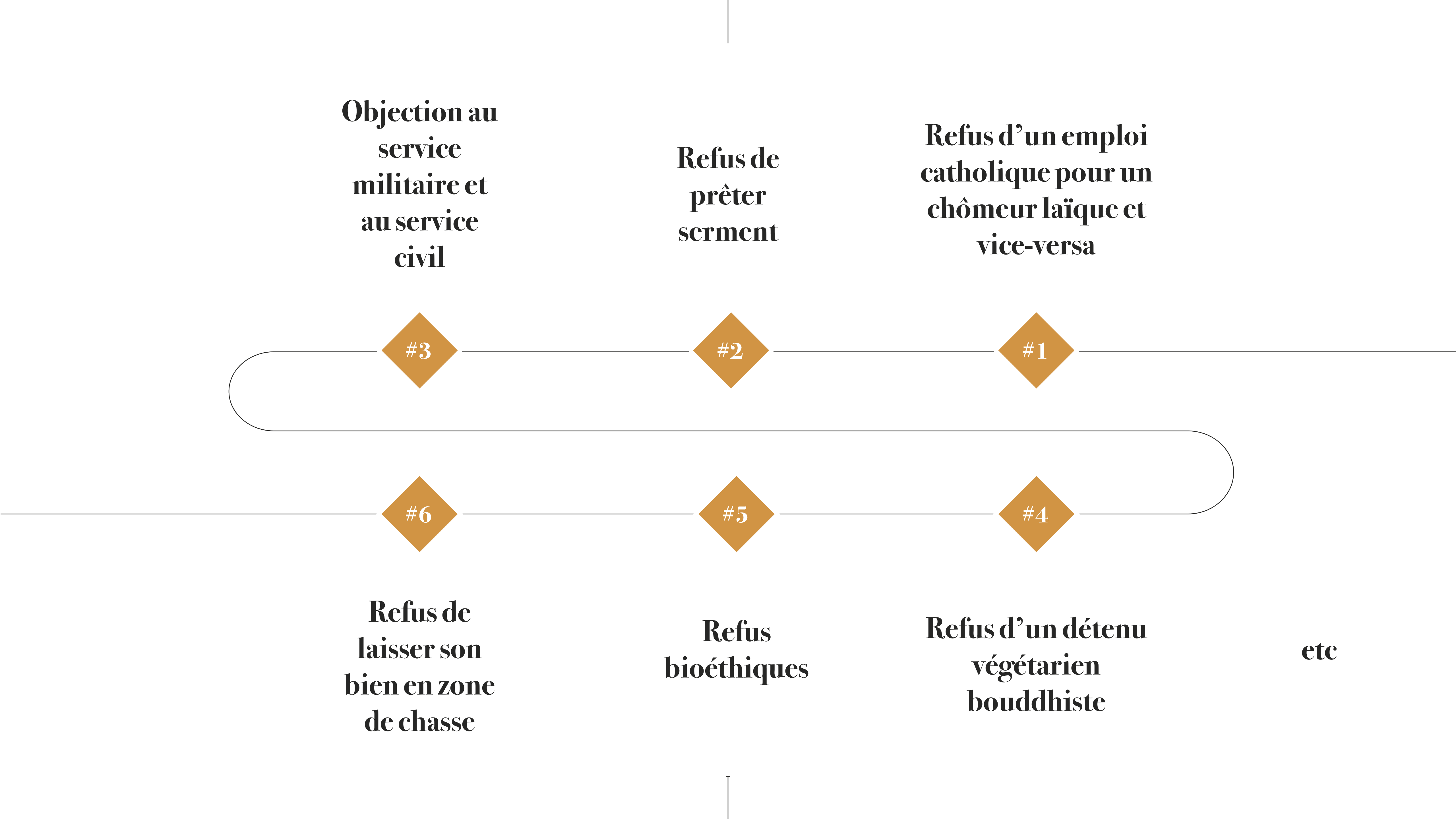


<https://densinormative.sciencesconf.org/>
Catherine Thibierge (dir), 2013, Mare & Martin



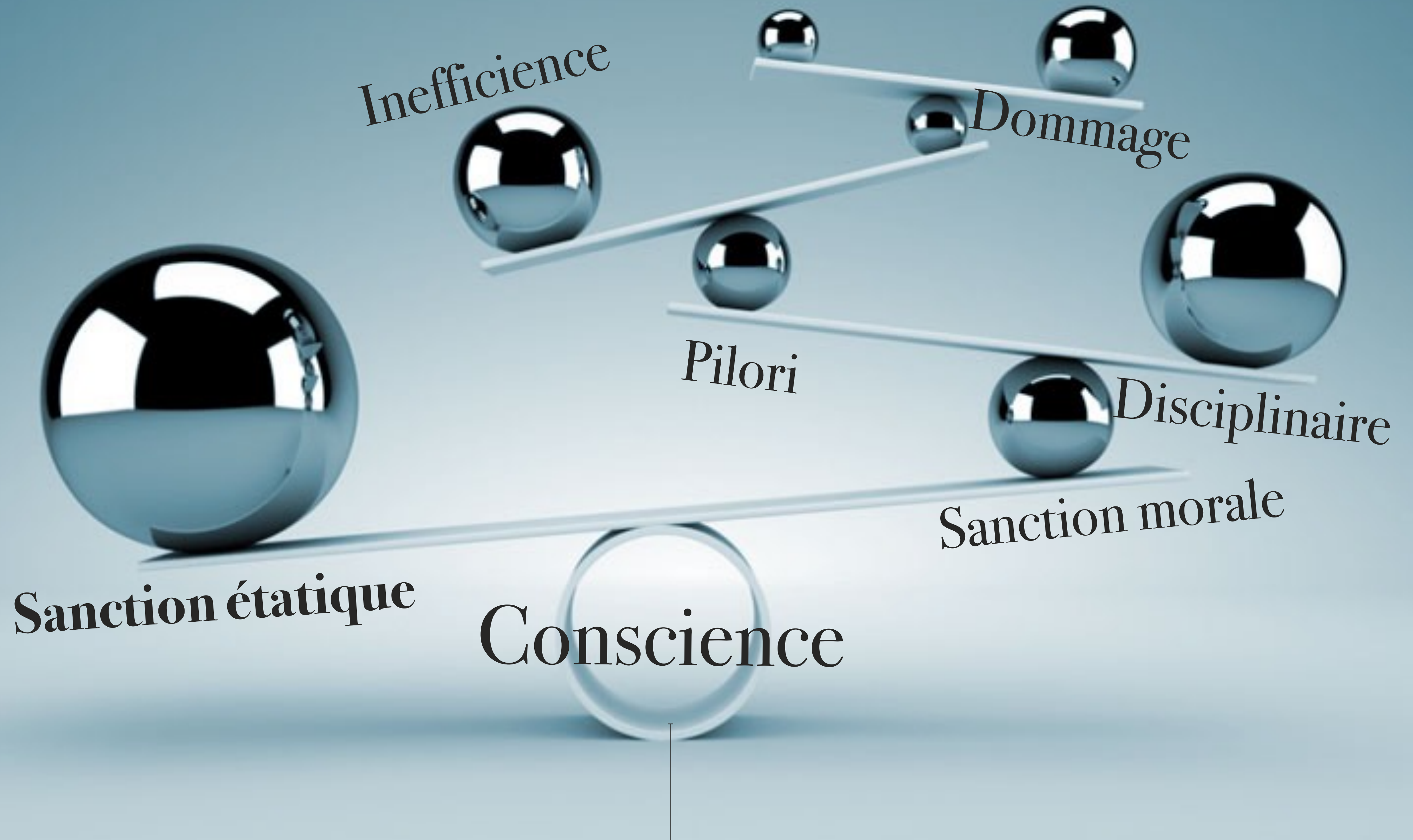






Le droit
dispositif de
prudences
encadrant le
passage à des
sanctions
légitimes





Inefficiency

Damage

Punishment

Disciplinary

Moral sanction

Sanction étatique

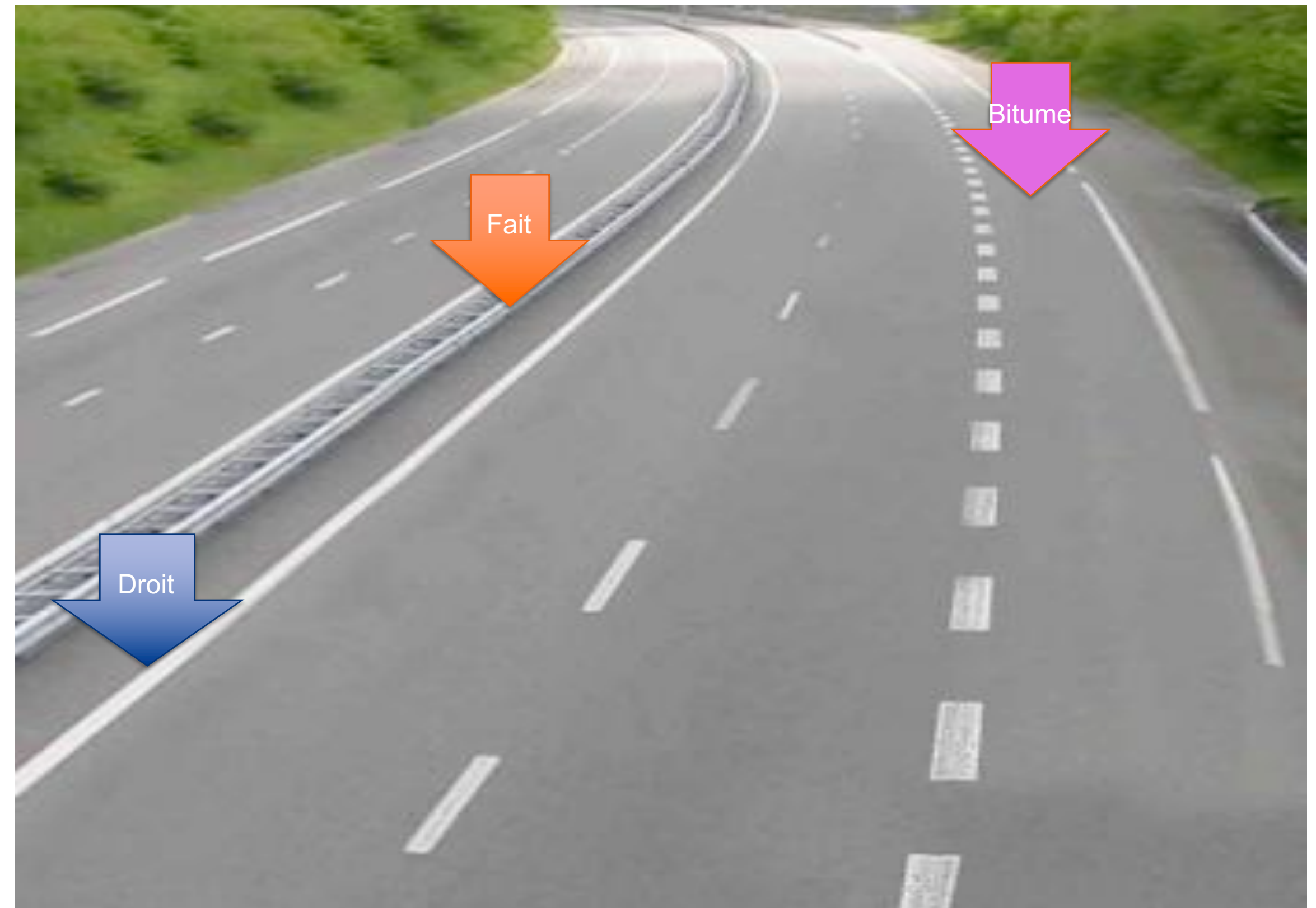
Conscience

Consciences ou Robots ?

**La règle de droit est un
« devoir-être » relevant du *Sollen*
comme instrument de liberté et de responsabilité**

**Elle n'est pas (et n'a pas l'efficacité immédiate d')
un simple circuit de mécanique robotique
prédéterminant de façon factuelle les comportements.**

Enjeux futurs de l'IA en droit

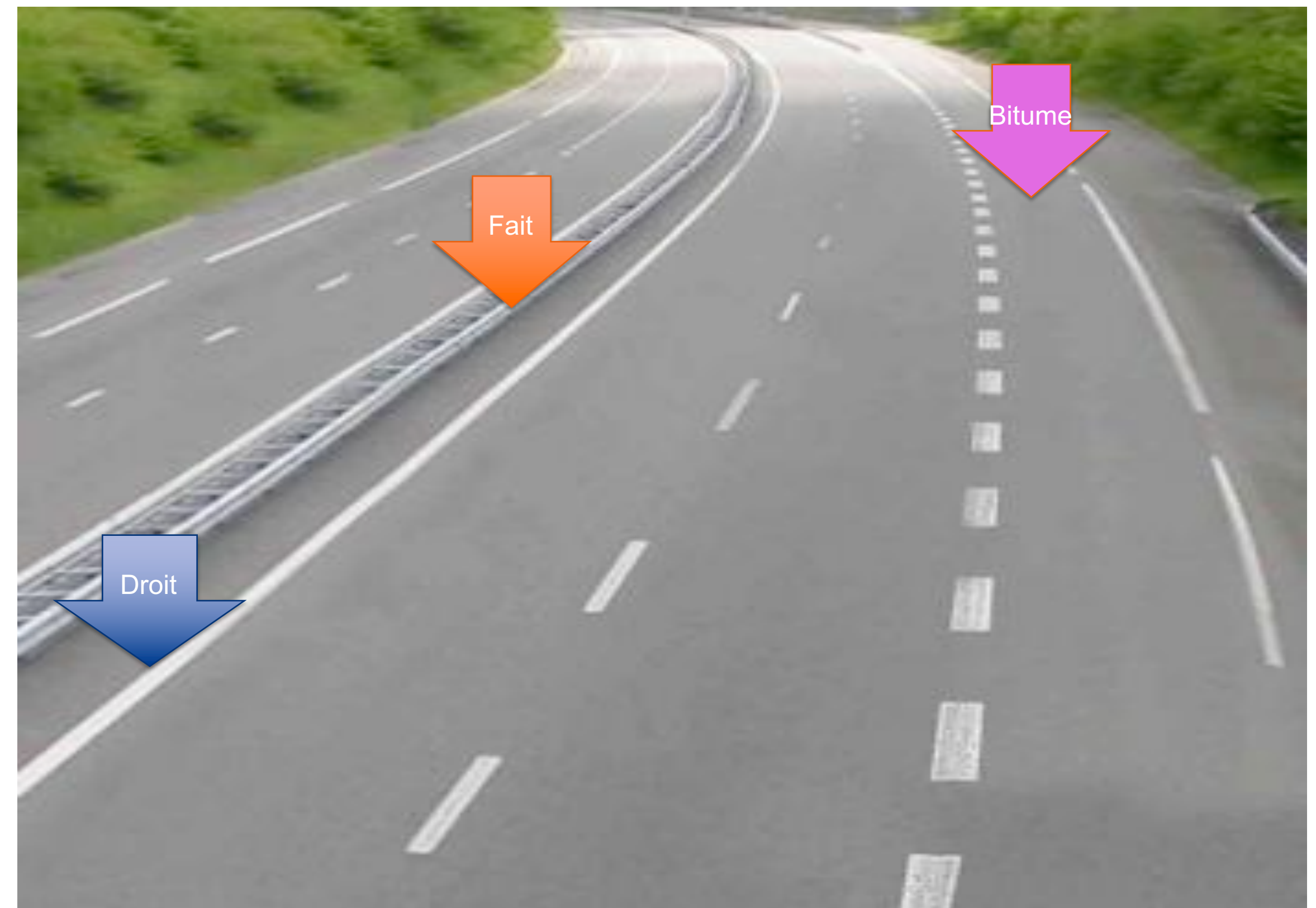


Etat de nécessité

L'état de nécessité est l'alternative raisonnée dans laquelle se trouve une personne soit de délibérément enfreindre la loi pénale, soit de subir ou de causer à autrui un mal sans commune mesure.

L'état de nécessité est un conflit d'intérêts que l'agent est appelé à résoudre seul, dans l'urgence, sous le contrôle postérieur des cours et tribunaux

(F. Kutty, 2018)



Etat de nécessité ?

L'état de nécessité est l'alternative raisonnée dans laquelle se trouve une personne soit de délibérément enfreindre la loi pénale, soit de subir ou de causer à autrui un mal sans commune mesure.

L'état de nécessité est un conflit d'intérêts que l'agent est appelé à résoudre seul, dans l'urgence, sous le contrôle postérieur des cours et tribunaux

(F. Kutty, 2018)



Désobéissance civile

Mobile politique de désapprobation collective

la commission consciente, intentionnelle et publique d'une infraction dans le cadre d'un mouvement à vocation collective, usant généralement de moyens pacifiques pour en appeler au débat public en vue de promouvoir des modifications de normes existantes au nom de principes supérieurs

(F. Kuty, 2018)

Henry THOREAU *Civil Disobedience*, 1848

=> Sanction



liberté de conscience invoquée pour obtenir l'exemption individuelle d'une obligation juridique

=> absence de sanction ?

Le mobile n'est pas politique mais moral

L'intention n'est pas l'abrogation de la loi
démocratique ou du contrat signé, mais la
revendication d'une exception personnelle
à une obligation de faire

au titre de l'équilibre des droits
fondamentaux



L'Humanité, 16 octobre 1963

Chaque système gère ses règles et leurs **exceptions**...

Certaines exceptions sont anticipées par la **Loi**
(Avortement, Euthanasie, PMA,...),
d'autres sont en questions devant le **Juge**



Le voile d'ignorance (Rawls)

Neutralité & Impartialité

**Le traitement des demandes d'exception doit
être non discriminatoire**

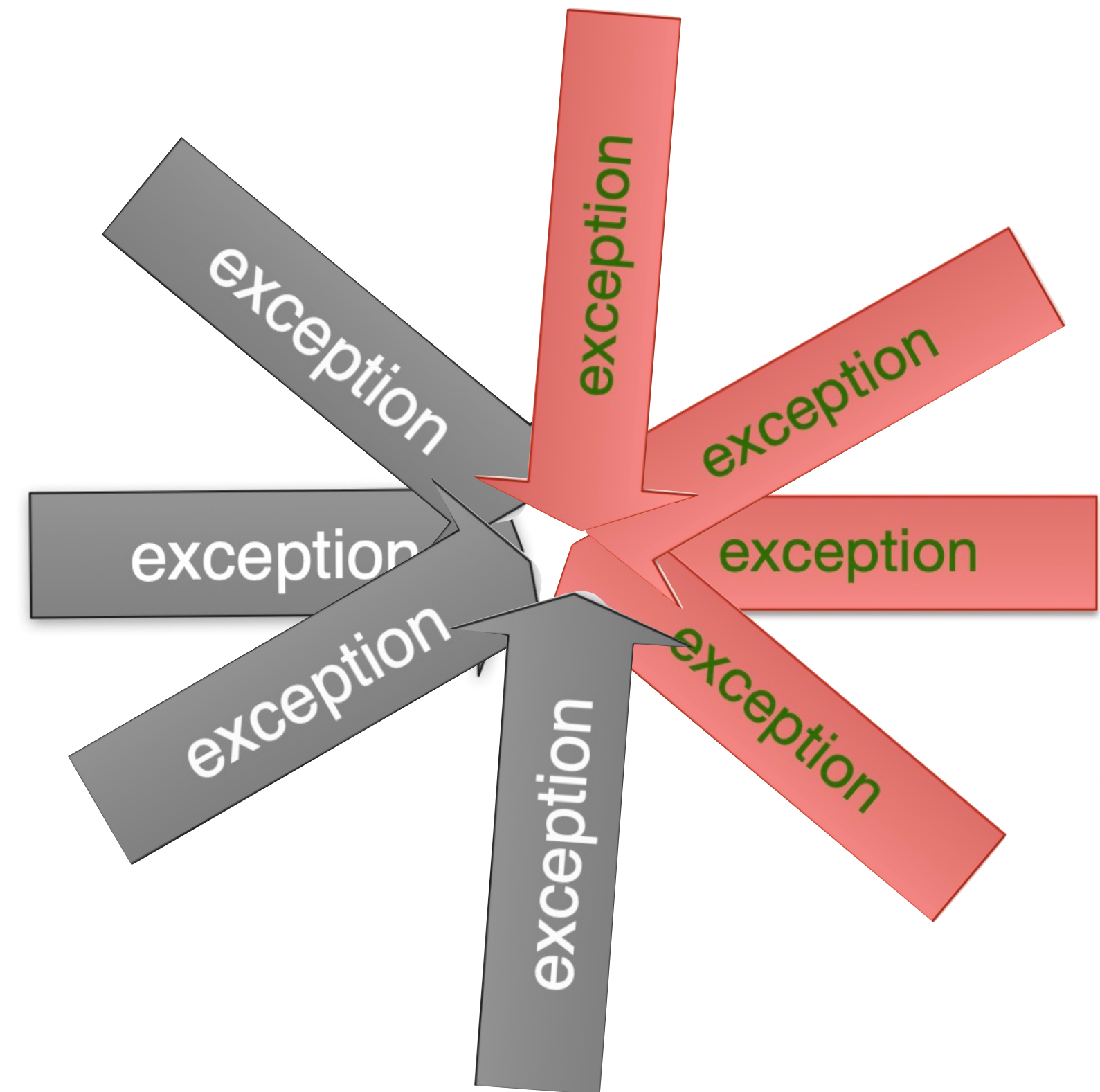
**Présomption de neutralité en termes de contenu
des consciences morales « qui peuvent heurter,
choquer, inquiéter »**

Clause de la « Nation la plus favorisée » (SCOTUS)



...Des **exceptions**,
contre-exceptions
méta-exceptions...

=> double réflexivité
de la règle et de la conscience



Basculement du Constitutionnalisme au XXe siècle

=> méta-réflexivité
nationale et internationale

La Cour a par ailleurs jugé que "bien qu'il faille parfois subordonner les intérêts d'individus à ceux d'un groupe, **la démocratie ne se ramène pas à la suprématie constante de l'opinion d'une majorité**; elle commande un équilibre qui assure aux minorités un juste traitement et qui évite tout abus d'une position dominante" (arrêt Young, James et Webster c. Royaume-Uni du 13 août 1981, série A n° 44, p. 25, par. 63).

Cour constitutionnelle BE 11mio hab



Cour européenne des droits de l'homme
Strasbourg 800 mio hab



+ de 800 décisions RE
+ dont 62 e° conscience



Cour de Justice de l'Union européenne, Luxembourg 400 mio hab



Textes

de la règle
aux décisions
judiciaires

La loi civile *réfléchie* par les droits fondamentaux

Art. 9 al 1

Convention européenne des droits de l'homme

**Toute personne a droit à la liberté de pensée,
de conscience et de religion ; ce droit
implique la liberté de changer de religion ou
de conviction, ainsi que la liberté de
manifester sa religion ou sa conviction
individuellement ou collectivement, **en public**
ou en privé, par le culte, l'enseignement, les
pratiques et l'accomplissement des rites.**



La loi civile *réfléchie* par les droits fondamentaux

En droit européen, religions et convictions philosophiques sont assimilées. Selon la jurisprudence, « le mot "convictions" n'est pas synonyme des termes "opinion" et "idées" tels que les emploie l'article 10 (art. 10) de la Convention qui garantit la liberté d'expression; on le retrouve dans la version française de l'article 9 (art. 9) (en anglais "beliefs"), qui consacre la liberté de pensée, de conscience et de religion. **Il s'applique à des vues atteignant un certain degré de force, de sérieux, de cohérence et d'importance.** » (CourEDH, aff. **Campbell & Cosans**, 29 janvier 1982)



La loi civile *réfléchie* par les droits fondamentaux

Art. 9 al 2

Convention européenne des droits de l'homme

La liberté de manifester sa religion ou ses convictions

ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles
qui, prévues par la loi,
constituent des

mesures nécessaires, dans une société démocratique,
à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de
la santé ou de la morale publiques,
ou à la protection des droits et libertés d'autrui.



Proportionnalité

- Procédurale
- Substantielle

Marge d'appréciation

- **Pluralisme** local ?
- Convergence européenne ?



#1

VERTICALITE :
Le coeur impératif d'une conviction
invoquée

HORIZONTALITE
non une simple motivation
L'argent n'a pas d'odeur
Cour eur.D.H. (irrecevabilité), décision du
2 Octobre 2001 (Bruno PICHON et Marie-
Line SAJOUS c France), n° 49853/99

Parole à la conscience :
Part centrale et
nécessaire

Jurisprudence relative à la part centrale et nécessaire

Cour eur.D.H. (irrecevabilité), décision du 3 Décembre 2009 (Tamara SKUGAR et al. c. Russie) , n° 40010/04,

Le numéro d'identification de Sécurité sociale - chiffre du Diable

the applicants objected to the use of taxpayers' identification numbers not because the numbers placed any restriction on the way they acted or wished to act but solely because they believed that the mere existence of the numbers harmed their spiritual well-being. However, the Court considers that the State, in designing and implementing its internal procedures, cannot be required to take into account the way in which individual citizens could interpret them on the basis of their religious beliefs.

Jurisprudence relative à la part centrale et nécessaire

Cour eur.D.H. (irrecevabilité), décision du 3 Décembre 2009 (Tamara SKUGAR et al. c. Russie) , n° 40010/04,

the Court has to determine whether or not in the present case the applicants' wishes can be considered a direct expression of their beliefs in practice in the sense of Article 9. It reiterates that Article 9 protects acts of worship and devotion which are "aspects of the practice of a religion or belief in a generally recognised form" (see *Kuznetsov and Others v. Russia*, no. 184/02, § 57, 11 January 2007, and *Kalaç v. Turkey*, 1 July 1997, § 27, Reports 1997 IV). Such acts have been previously held to include, in particular, the reading of sacred texts (see *Kuznetsov and Others*, cited above), assembling with others for a service of worship (see *Barankevich v. Russia*, no. 10519/03, § 20, 26 July 2007), participation in the life of the community (see *Supreme Holy Council of the Muslim Community v. Bulgaria*, no. 39023/97, § 73, 16 December 2004), proselytising (see *Kokkinakis v. Greece*, 25 May 1993, § 36, Series A no. 260 A), wearing specific clothes (see *Leyla Şahin v. Turkey* [GC], no. 44774/98, § 78, ECHR 2005 XI, and *Phull v. France* (dec.), no. 35753/03, 11 January 2005), and respecting dietary restrictions (see *Cha'are Shalom Ve Tsedek v. France* [GC], no. 27417/95, § 73, ECHR 2000 VII).

On the other hand, the wish to have one's ashes scattered on one's own land (see *X. v. Germany*, no. 8741/79, Commission decision of 10 March 1981, D.R. 24, p. 137), to put a photograph on a graveyard memorial (see *Jones v. the United Kingdom* (dec.), no. 42639/04, 13 September 2005) or to give a specific name to a child (see *Salonen v. Finland*, no. 27868/95, Commission decision of 2 July 1997), the request for an exemption from the general prohibition on divorce (see *Johnston and Others v. Ireland*, 18 December 1986, § 63, Series A no. 112) or on assisted suicide (see *Pretty v. the United Kingdom*, no. 2346/02, § 82, ECHR 2002 III), mandatory participation in a school parade (see *Valsamis v. Greece* and *Efstratiou v. Greece*, 18 December 1996, § 37, Reports 1996 VI), or the refusal of pharmacists to sell contraceptive pills (see *Pichon and Sajous v. France* (dec.), no. 49853/99, 2 October 2001), were not recognised as a direct expression of the applicants' beliefs protected under Article 9 of the Convention.



#2

Un examen non excessif de cohérence et de sincérité



**Droit à la dissidence interne
de la conscience**

**Interdiction des épreuves
excessives (service civil
double : Com. ONU, décision du 5
Novembre 1999 (Foin c France))**



#2

L'objection au service militaire



**Une exception tardivement
reconnue et désormais
obligatoire pour les Etats
Cour eur.D.H. (Grande
chambre), arrêt du 7 Juillet
2011 (Bayatyan c. Arménie) ,
n° 23459/03**

Même à un jour de rappel de réserve / an
Cour eur.D.H. (1re instance), arrêt du 12 Mars 2024 (KANATLI c. TÜRKİYE) , n° 18382/15,

Charte UE des droits fondamentaux (2000)
10. 2. Le droit à l'objection de conscience est reconnu
selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.



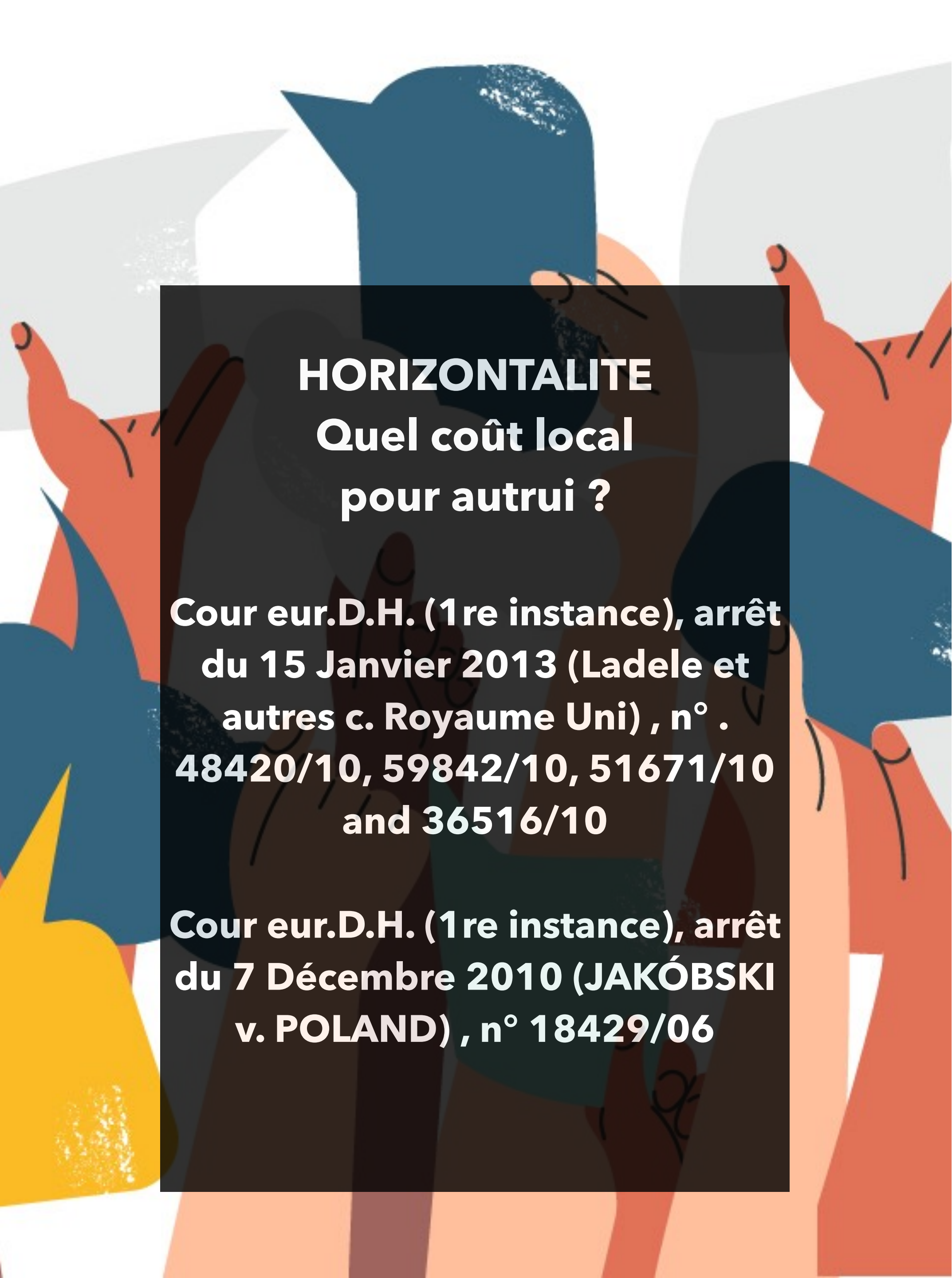
#2

L'objection au service militaire et au service civil : non discrimination

**Si l'exception est reconnue aux uns,
elle doit l'être sans discrimination
envers d'autres aussi sincères)**

**Culte austère : Comm. eur.D.H., décision du 11
Octobre 1984 (N. c. Suède) , n° 10410/83,
D.R.,40, p. 203**

**Culte reconnu : Cour eur.D.H. (1re instance), arrêt
du 12 Mars 2009 (LÖFFELMANN v. AUSTRIA) , n°
42967/98 COMP Cour eur.D.H. (1re instance),
arrêt du 10 Décembre 2009 (Koppi c. Autriche) ,
n° 33001/03**



HORIZONTALITE **Quel coût local** **pour autrui ?**

**Cour eur.D.H. (1^{re} instance), arrêt
du 15 Janvier 2013 (Ladele et
autres c. Royaume Uni) , n° .
48420/10, 59842/10, 51671/10
and 36516/10**

**Cour eur.D.H. (1^{re} instance), arrêt
du 7 Décembre 2010 (JAKÓBSKI
v. POLAND) , n° 18429/06**

#3

Parole à l'Etat : restriction nécessaire en démocratie ?

Le refus de Mme Ladele de célébrer les unions civiles avait créé des difficultés dans le roulement des tâches, surchargeant de travail des collègues, et des collègues homosexuels se disaient victimes de vexations.



#3

Parole à l'Etat : restriction nécessaire en démocratie ?

VERTICALITE
**Quel risque global
de blocage collectif ?**

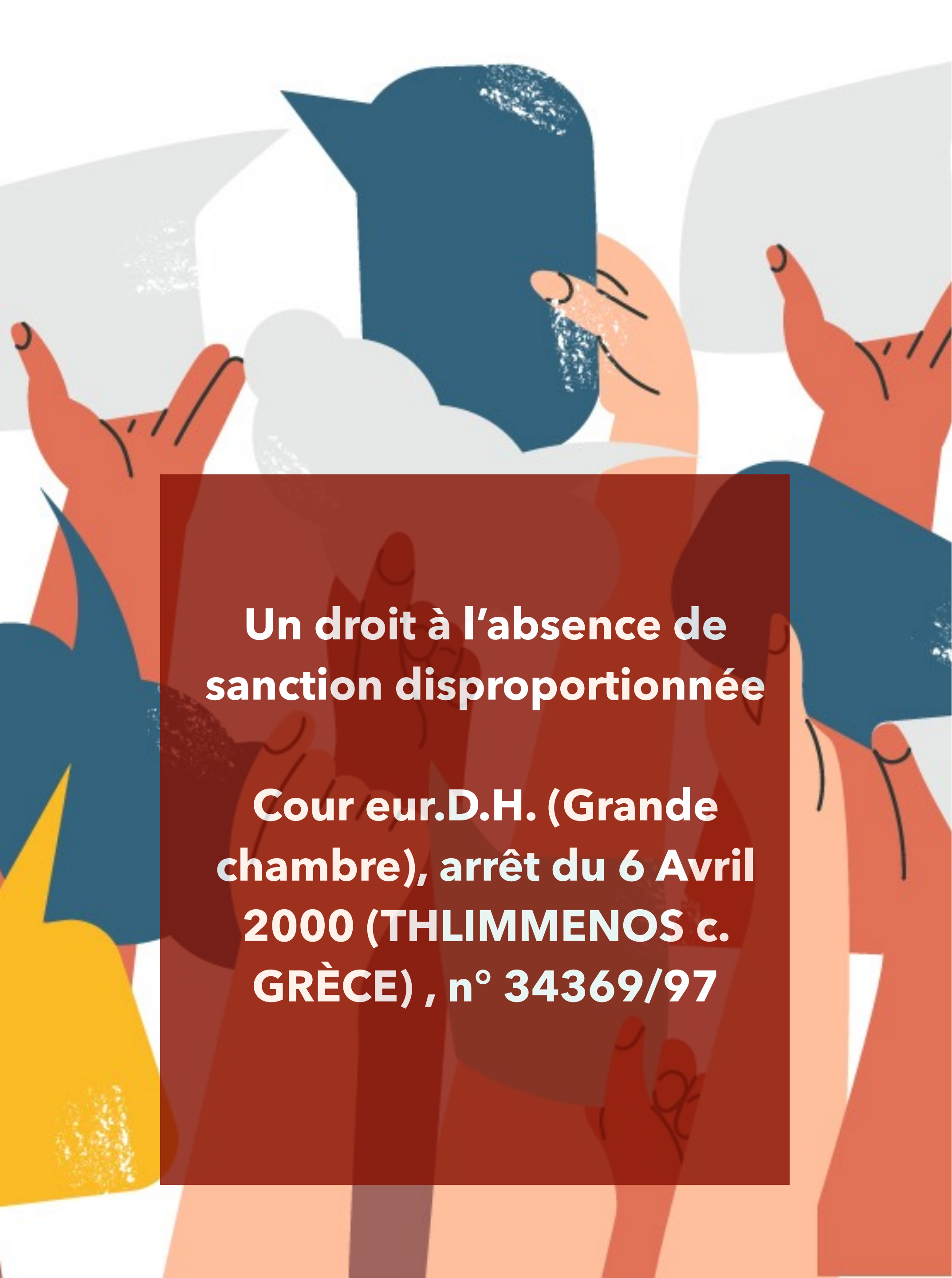
**Cour eur.D.H. (1^{re} instance),
arrêt du 26 Mai 2011 (R.R. v.
POLAND), n° 27617/04**



#4

**Un droit procédural au
dialogue**

Parole à l'Etat : restriction nécessaire en démocratie ?



#4

Parole à l'Etat : restriction nécessaire en démocratie ?

**Un droit à l'absence de
sanction disproportionnée**

**Cour eur.D.H. (Grande
chambre), arrêt du 6 Avril
2000 (THLIMMENOS c.
GRÈCE) , n° 34369/97**



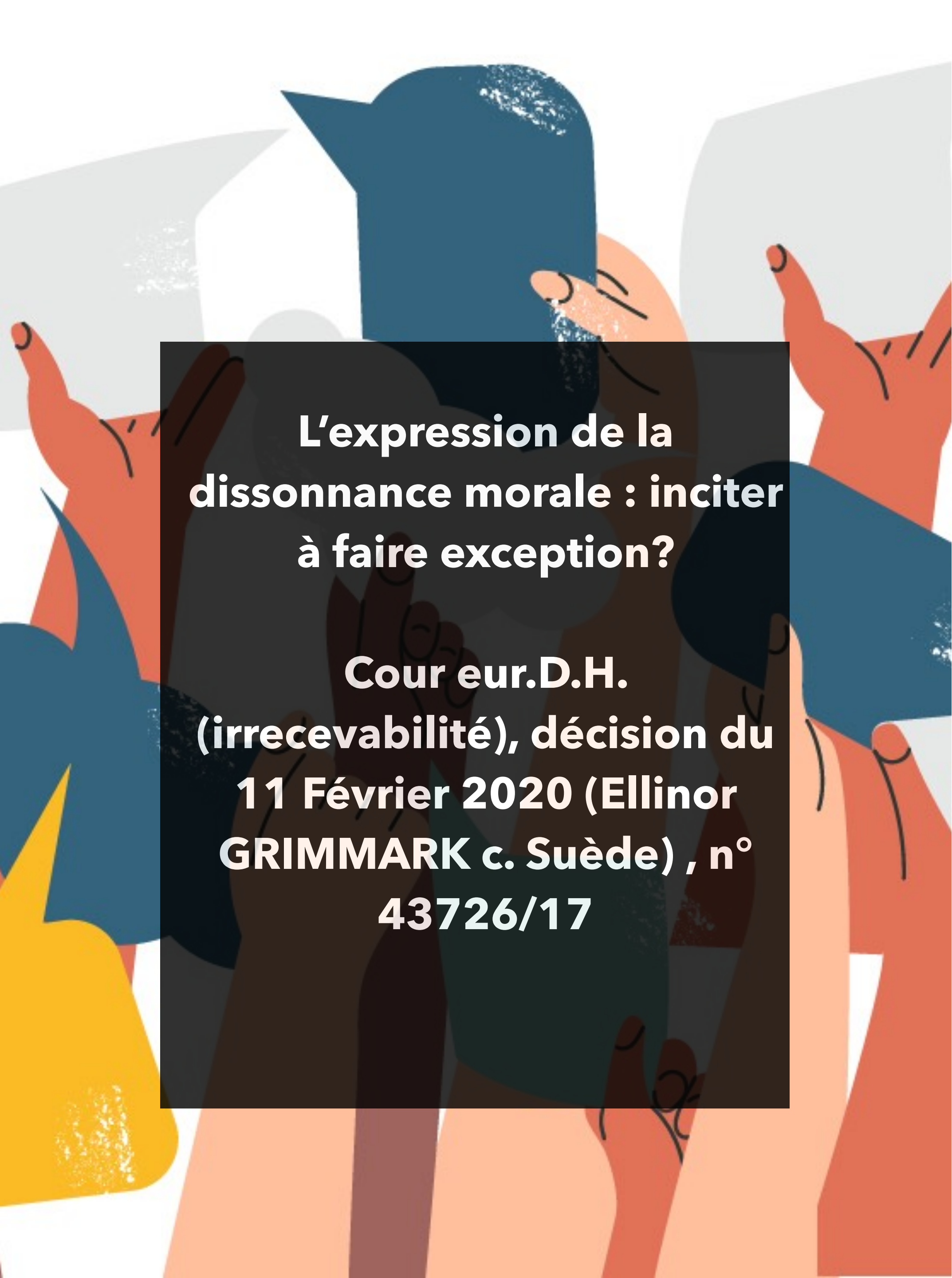
#5

Parole à l'Etat : quid de l'autonomie des institutions privées

**Entreprise standard et
renonciation contractuelle ?**

**Organisations de tendance
et régime particulier**

**Organisations
subventionnées**



#6

**L'expression de la
dissonance morale : inciter
à faire exception?**

**Cour eur.D.H.
(irrecevabilité), décision du
11 Février 2020 (Ellinor
GRIMMARK c. Suède) , n°
43726/17**

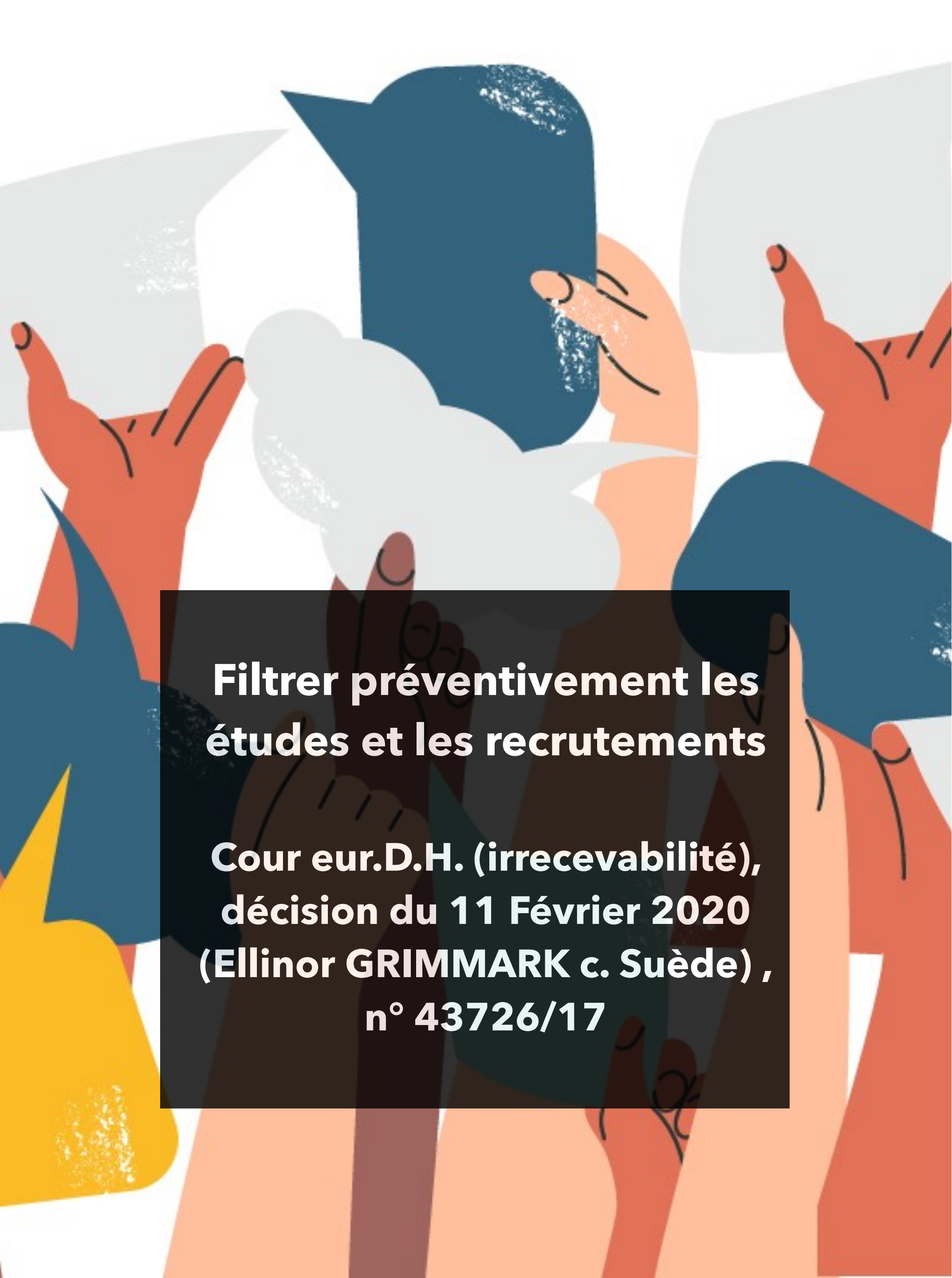
**Parole à l'Etat :
restriction nécessaire et
préventions**

Art. 547 Nouveau Code Pénal belge (2024)

« L'atteinte méchante à l'autorité de l'État consiste à, **dans une intention méchante** et en public, porter atteinte à la force obligatoire de la loi ou des droits ou à l'autorité des institutions constitutionnelles et ce, **en provoquant directement à la désobéissance à une loi, causant une menace grave** et réelle pour la sécurité nationale, la santé publique ou la moralité. » Les sanctions varient en fonction des types

de lois ayant fait l'objet d'une incitation à la désobéissance :

« Cette infraction est punie d'une peine de niveau 1 lorsqu'elle porte sur une loi non-pénale, ou une loi pénale avec une infraction passible d'une peine de niveau 2 ou plus. Cette infraction est punie d'une peine de niveau 2 lorsqu'elle porte sur une loi pénale et une infraction passible d'une peine de niveau 5 ou plus ».

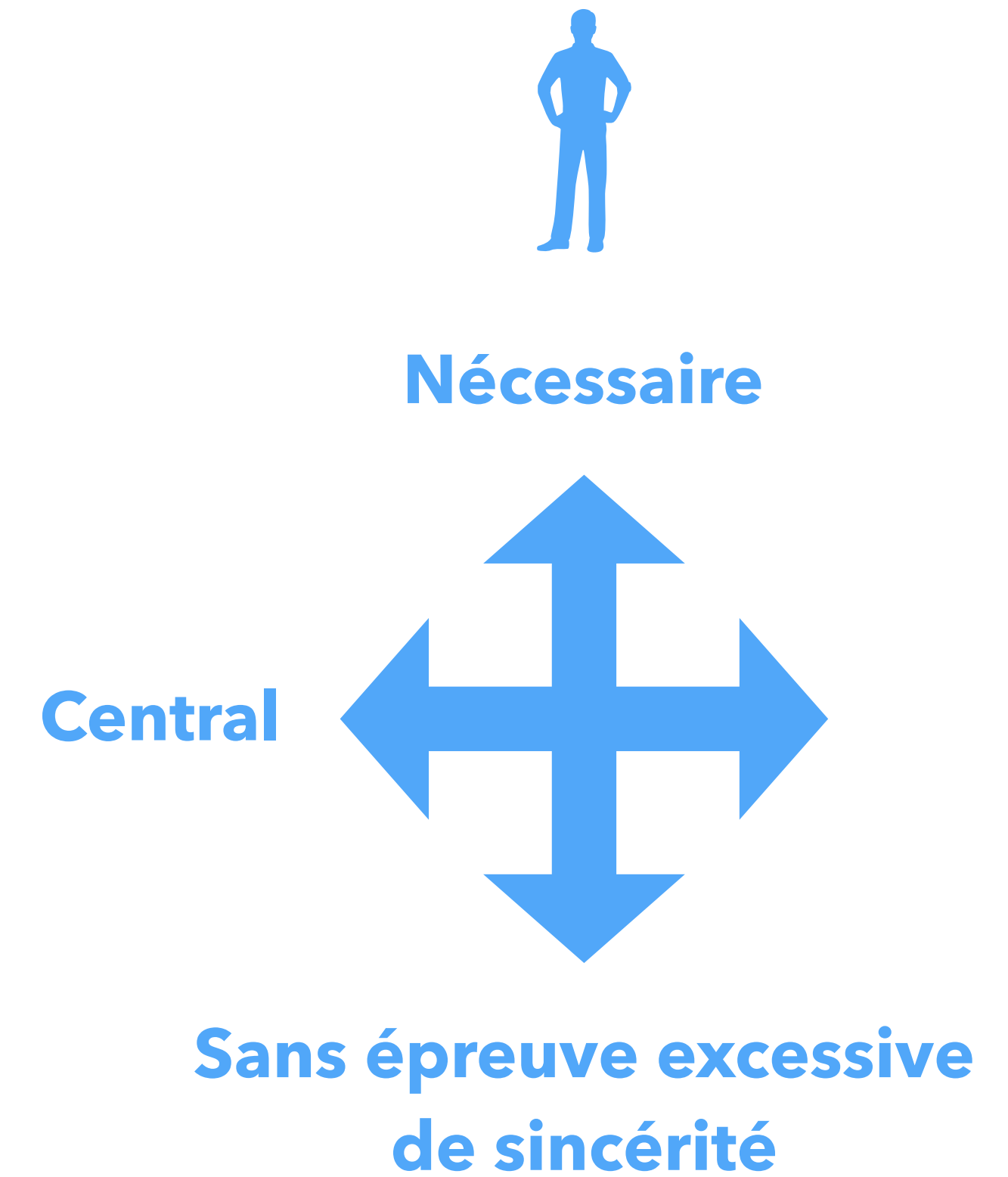
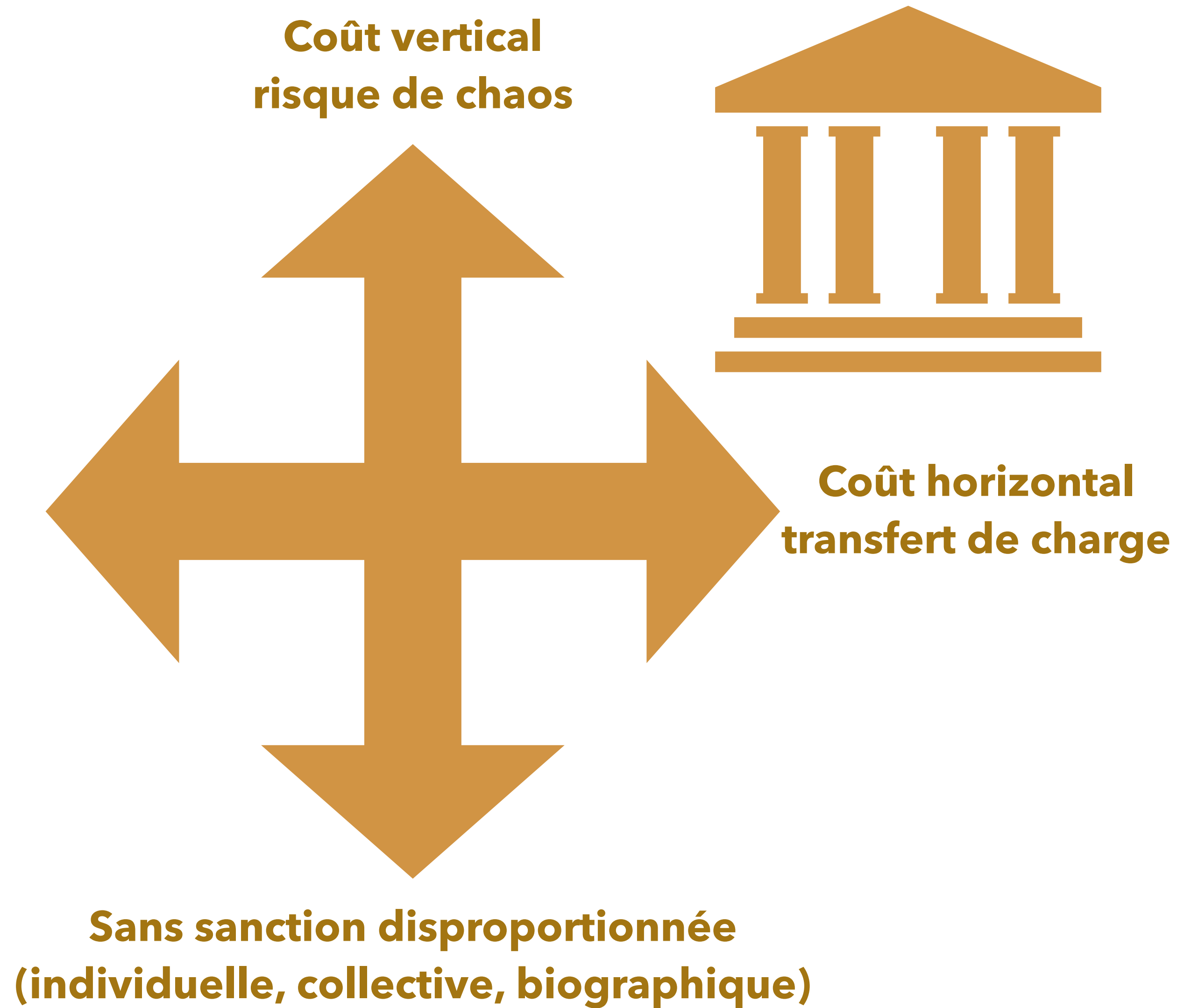
An abstract illustration on the left side of the slide shows several hands in various colors (blue, orange, grey, yellow) holding up white rectangular papers or documents. The style is modern and graphic.

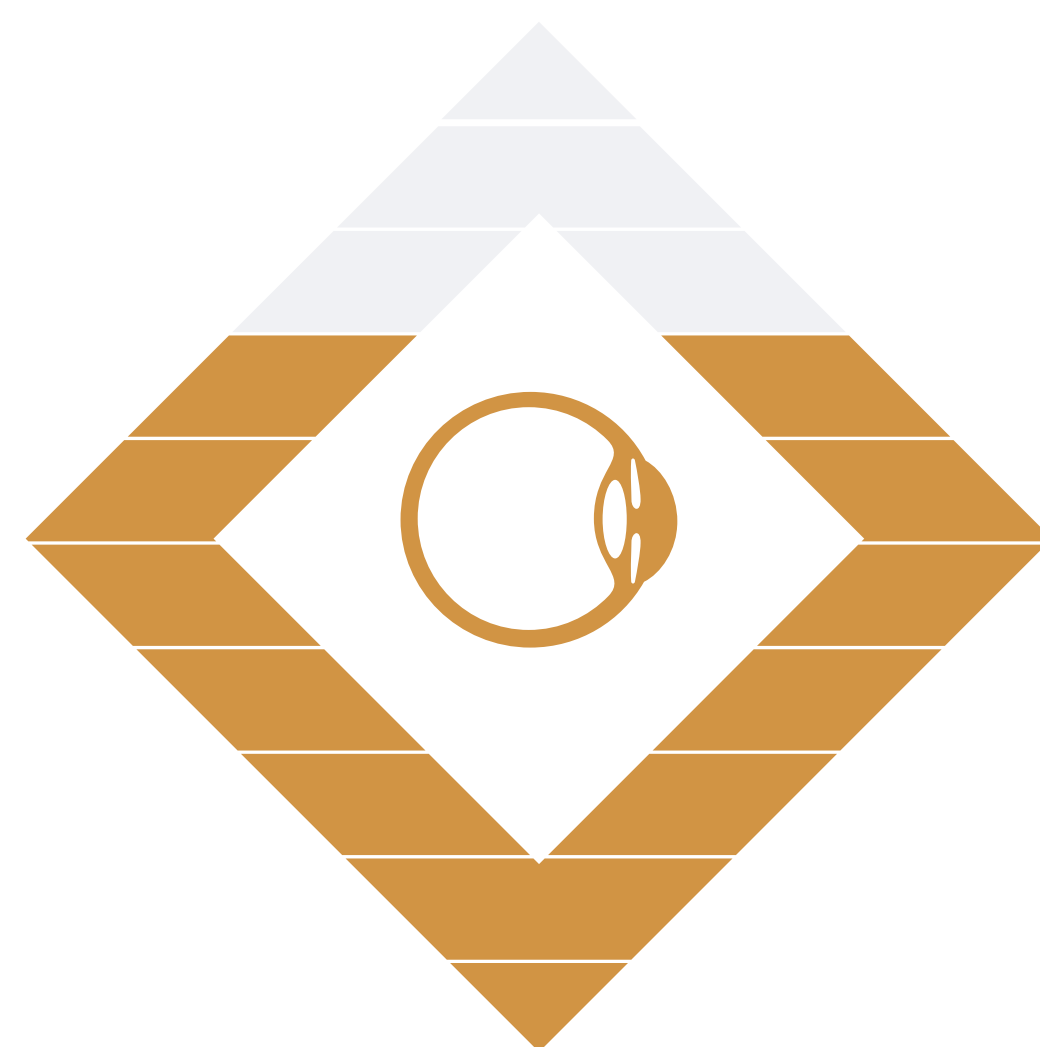
#6

Parole à l'Etat : restriction nécessaire et préventions

**Filtrer préventivement les
études et les recrutements**

**Cour eur.D.H. (irrecevabilité),
décision du 11 Février 2020
(Ellinor GRIMMARK c. Suède) ,
n° 43726/17**





« Loi » étatique

Respectueuse de tous les
droits fondamentaux

Primauté ?

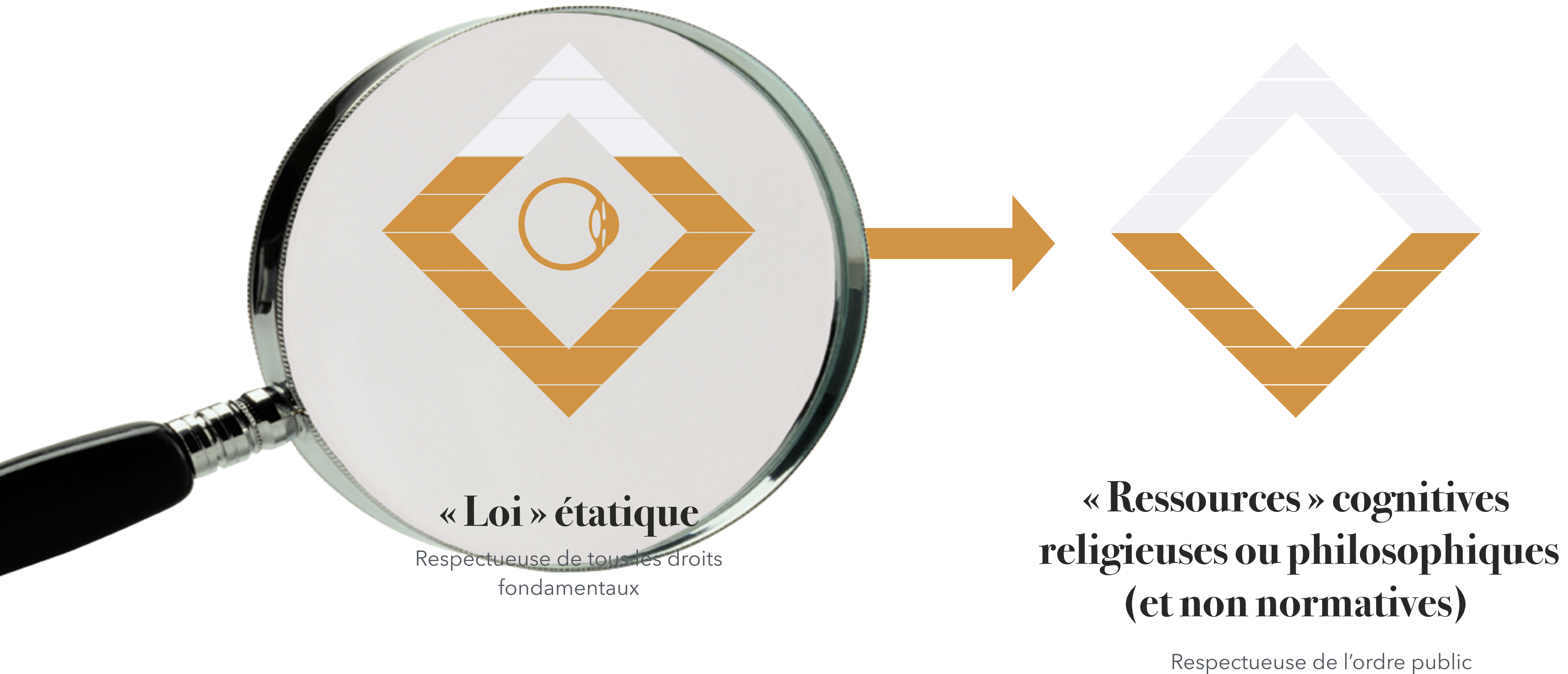


« Loi » religieuse

Respectueuse de l'ordre
public



CEDH Valsâmes Le verbe "respecter" signifie bien plus que "reconnaître" ou "prendre en compte". En sus d'un engagement plutôt négatif, il implique à la charge de l'Etat une certaine obligation positive (arrêt Campbell et Cosans précité, p. 17, par. 37).

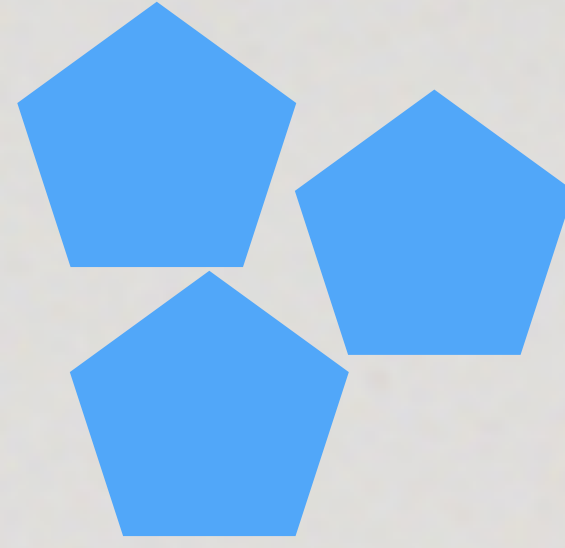


coût horizontaux

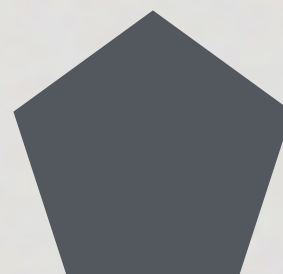
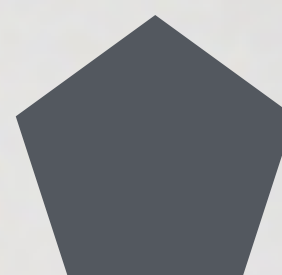
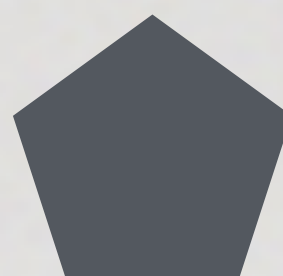
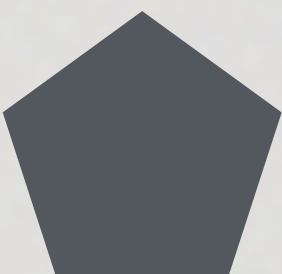
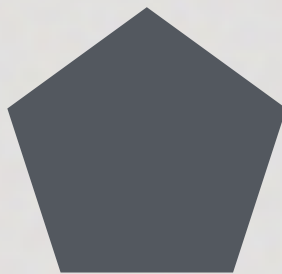
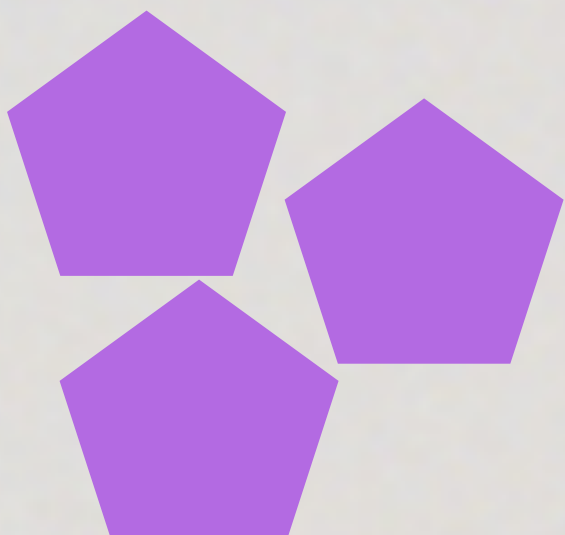
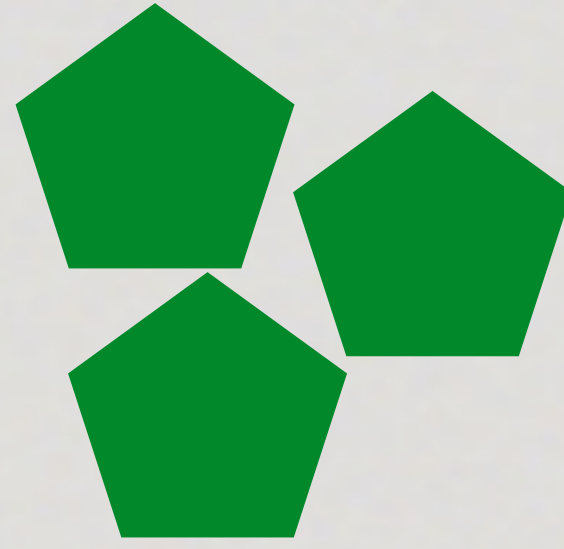


Part nécessaire
Part centrale

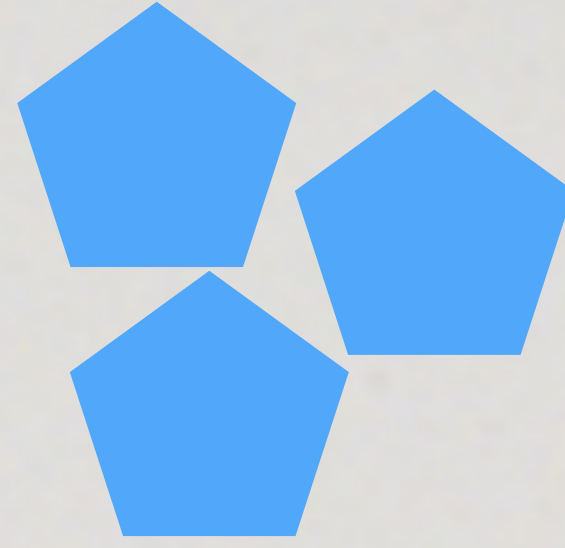
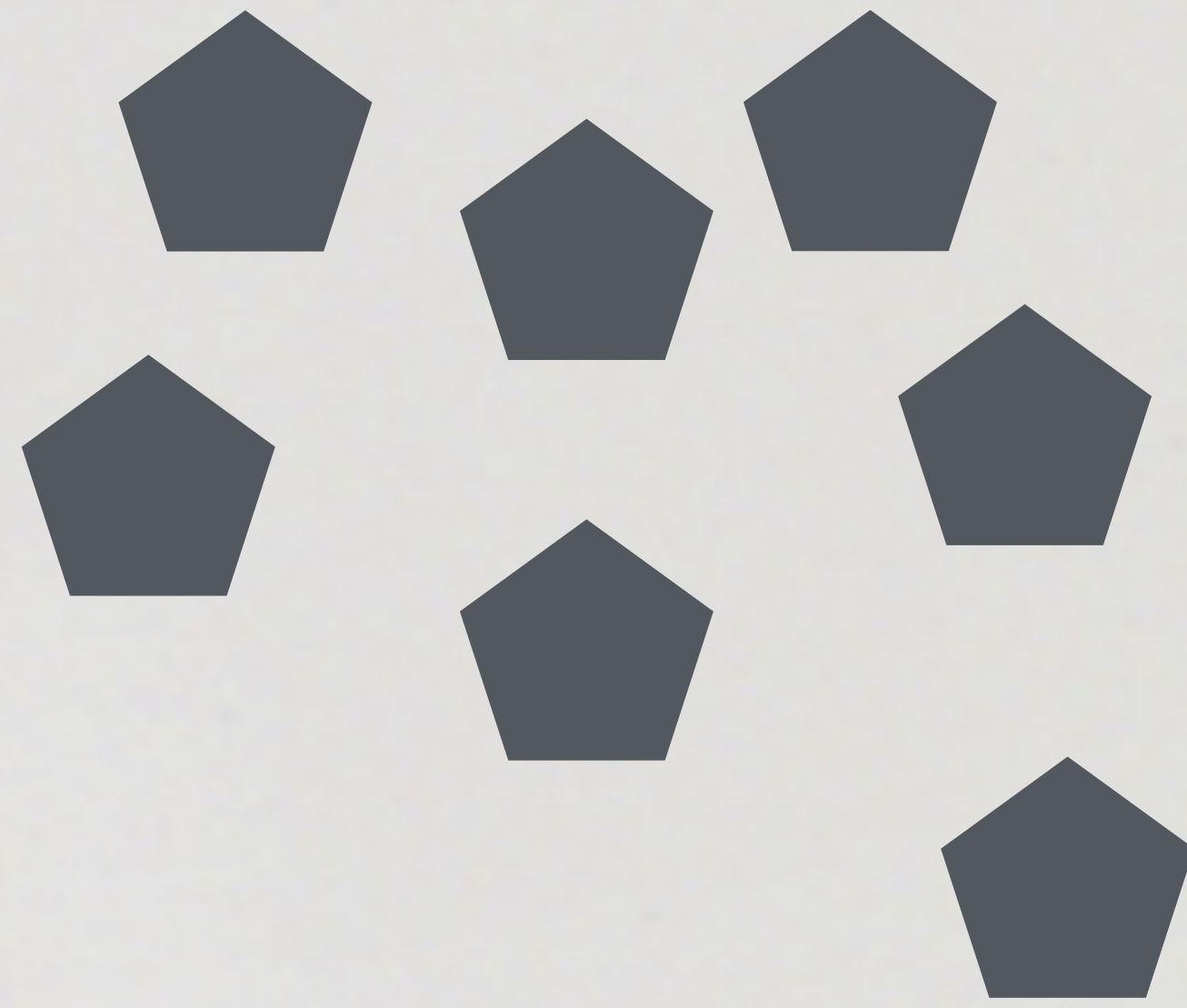
Exemption
en faveur d'une intégrité morale individuelle
du moins
sans sanction excessive



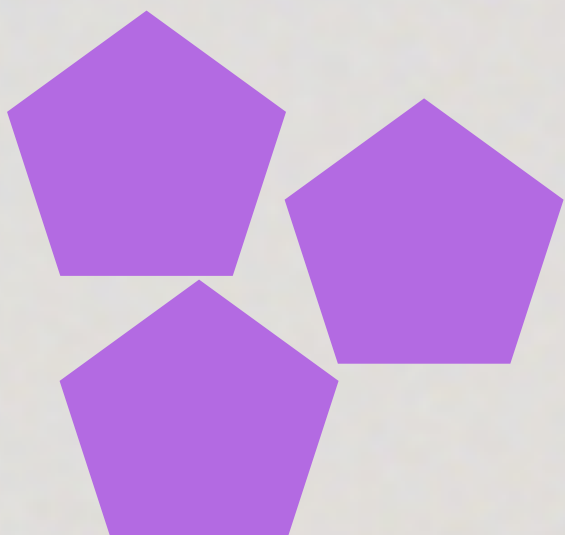
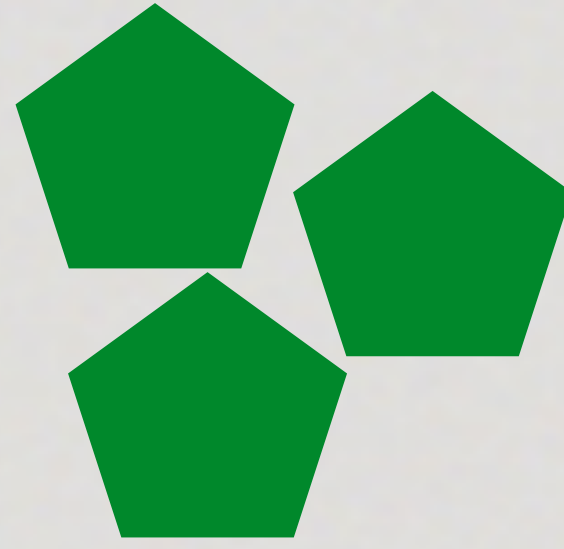
Institutions collectives privées



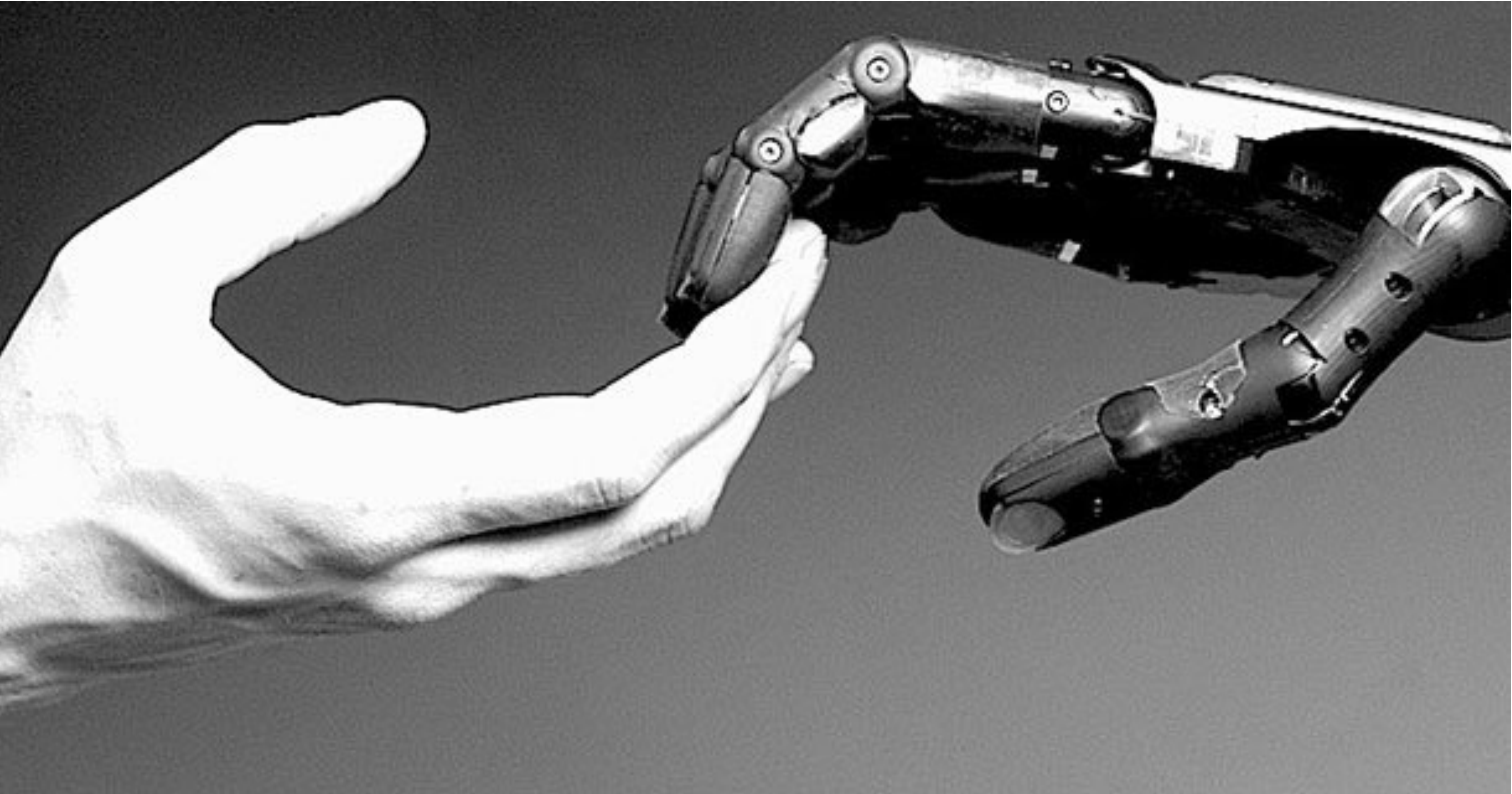
coût horizontal



Institutions collectives privées

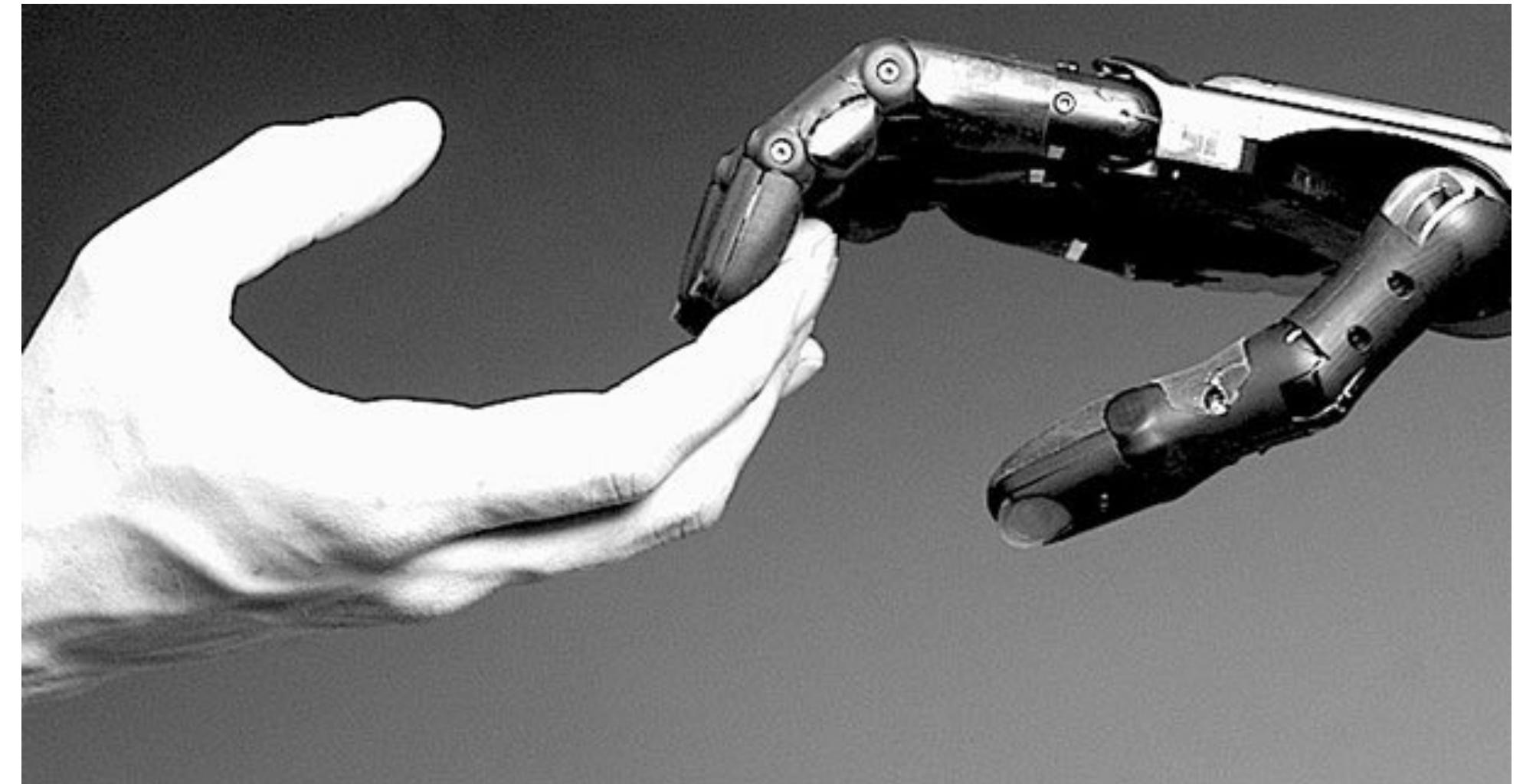








entre
Variété des intégrités morales
Vulnérabilité des personnes
Sans tout rabattre sur une
intention d'emprise politique



présence
réflexive au
Monde

Comparaison diachronique de l'exception de conscience et de la désobéissance civile

